

Communiqué du NPA 65

Le chœur des fidèles du MEDEF se dresse en soutien à la Direction d'Air France et aux "pauvres dirigeants violemment agressés".

Un vrai réflexe de classe de Péresse, Macron, Valls, Vidalies... avec le soutien total de la CFDT et de la CGC. Tous ces gens-là ne ressentent pas un tel émoi devant les travailleurs dont les salaires sont bloqués, les postes supprimés, les carrières professionnelles brisées. Un déchirement bien plus grave que celui de la chemise (même de chez Cerruti !) d'un DRH. Ils entonnent tous la rengaine de la Compagnie qu'il faut sauver, de l'archaïsme des syndicats, de la violence fruste des salariés trop bêtes pour comprendre les mutations économiques nécessaires que veulent mettre en oeuvre leurs intelligents dirigeants.

La vraie violence est de leur côté.

Le NPA, lui, assure de son soutien total les salariéEs d'Air France réagissant à l'annonce de 2900 suppressions d'emplois.

Depuis des mois la Direction d'Air France multiplie des suppressions d'emplois qui aggravent les conditions de travail des salariéEs, mettent en cause la sécurité, dégradent le service offert aux usagers.

La Direction veut rapidement économiser 1 milliard d'euros sur la masse salariale du Groupe. Le but n'est pas de résister à la concurrence qui pour le coup sert de prétexte. Air France ne compte pas réellement mettre son activité et son développement en sourdine. La compagnie gagne mois après mois des parts de marché dans le secteur, remplit ses avions à un taux record de 90% et ne baisse nullement le prix de ses billets. Cela dans un contexte où le prix du kérosène a baissé de moitié en quelques mois... Après avoir supprimé 8000 emplois depuis deux ans et demi, bloqué les salaires et largement dégradé les conditions de travail, c'est à une vraie défaite frontale que De Juniac veut arriver en mettant un plan à la Thatcher pour briser durablement la combativité des salariés. La majorité des syndicats d'Air France, sols et navigants réunis en intersyndicale refuse la menace des licenciements. Loin d'un dialogue social qui ne laisse la parole et toutes les décisions qu'aux employeurs, la mobilisation seule peut faire reculer un patronat toujours plus exigeant pour le seul bénéfice des actionnaires.

Le NPA65, le 6 octobre 2015